

## Mondialisation, le début de la fin ? par Eloi Laurent

### Les Echos, 29 août 2007

L'été qui s'achève aura mis la mondialisation à rude épreuve. Inauguré par la suspension des négociations commerciales du round de Doha, il se termine par une violente secousse financière ressentie aux quatre coins de la planète. Et pourtant, elle tourne. Perpétuellement ? Les négociations en cours à l'OMC pourraient, par miracle, finalement aboutir. La crise financière pourrait, c'est encore plus improbable, durablement s'apaiser. Notre mondialisation n'en serait pas moins en péril.

L'économie mondiale a bouclé l'an dernier son quinquennat le plus prospère depuis 1945, le commerce international est exubérant, l'inflation globale est contenue. La combinaison de ces trois dynamiques, accélérées par des marchés financiers créatifs et libres comme jamais, résulte en grande partie de la montée en puissance des pays émergents, ou plutôt renaissants, puisqu'ils comptaient pour les trois quarts de la richesse du globe avant 1820 et leur décrochage par l'Occident. Nous serions passés directement, grâce à eux, d'une mondialisation financière, puis commerciale, puis culturelle et politique de 1971 à la chute du mur de Berlin, à une mondialisation totale, universelle et paisible, sans connaître de ressac. La sagesse de Churchill au lendemain d'El-Alamein retrouverait toute sa pertinence : « Ce n'est pas la fin. Ce n'est même pas le début de la fin. C'est peut-être la fin du début » ; il faudrait décréter avec le directeur général de la Banque des règlements internationaux l'« âge d'or » de la mondialisation.

« Age d'or » ? La nature des conflits armés qui ravagent la planète depuis 1945 devrait nous sortir de l'illusion d'un monde qui tourne trop rond : les guerres contemporaines sont très majoritairement intra-étatiques, rarement inter-étatiques. Il en va de l'économie comme de la politique : le problème mondial n'est pas l'absence de gains mutuels pour les pays qui s'ouvrent à la réciprocité des échanges, mais leur inégale répartition au sein des nations, à chacun selon son talent. Dans une époque d'accélération technologique, mondialisation et progrès technique se liguent pour fracturer les contrats sociaux nationaux. Le danger est là, et il est imminent.

Parce que le socle de notre mondialisation est transpacifique (quand la « première mondialisation », de 1871 à 1914, était transatlantique), les turbulences sociales de plus en plus fortes que connaissent les Etats-Unis et la Chine, piliers du système monétaire et commercial international, commencent à être ressenties globalement. Par une saisissante coïncidence historique, ces deux pays sont aujourd'hui au même niveau, très élevé, d'inégalités de revenu (mesurées par l'indice de Gini), celles-ci ayant augmenté de façon spectaculaire depuis le milieu des années 1980. Séparées par l'étendue d'un cycle historique, les deux nations sont simultanément entrées dans une zone critique.

La Chine est dans la situation connue de montée en flèche des inégalités sous l'effet d'un rattrapage économique à marche forcée. Mais la démesure du développement chinois fait aujourd'hui vaciller l'optimisme des partisans d'un destin à l'occidental, qui verrait la libéralisation politique découler naturellement du décollage économique. Et si le pays ratait la marche et basculait dans une nouvelle révolte des Boxers, nourrie des mouvements sociaux à caractère insurrectionnel qui, selon certains observateurs, se multiplient et se radicalisent dans le pays ? La crispation chinoise à

l'égard de l'étranger, filtrée par l'autoritarisme du régime, est en tout cas palpable : les mesures de restriction des investissements étrangers se renforcent et tous les secteurs de l'économie deviennent subitement « stratégiques ».

Les Etats-Unis sont dans une phase inédite, mais désormais bien documentée, de remontée des inégalités vers leur niveau « victorien » du début du siècle dernier et la tentation protectionniste a rarement été aussi forte. Selon le résultat de la dernière enquête conduite par World Public Opinion, les Américains sont désormais convaincus à 60 % que le commerce international est mauvais pour l'emploi, derrière... les Français (à 73 %). Les mesures protectionnistes prises par le Congrès à l'encontre de la Chine s'intensifient : 12 dans les trois premiers mois d'existence de la nouvelle assemblée, contre 27 sur la totalité du mandat précédent. Une législation contre les manipulations de taux de change, visant explicitement Pékin, est prévue pour l'automne et a déjà reçu le soutien des principaux candidats démocrates à la prochaine présidentielle. Enfin, plus étonnant et significatif peut-être, un débat académique, initié par Paul Samuelson (MIT) et relancé récemment par Alan Blinder (Princeton), oppose désormais sur la place publique les sceptiques et les incondtionnels du libre-échange.

Ce raidissement transpacifique, exacerbé cet été par la découverte de produits chinois dangereux sur le sol américain, est une menace encore plus sérieuse pour l'avenir de la mondialisation que l'instabilité financière bien réelle du système de cofinancement que les Etats-Unis et la Chine ont bâti de concert. L'OCDE et le FMI ont d'ailleurs senti le danger et récemment mis en garde, l'une contre la montée des inégalités salariales dans les pays développés, l'autre contre les politiques de change « déloyales » de certains pays émergents. Mais au-delà ?

Les historiens de la « première mondialisation » ont montré que l'économie politique de l'ouverture internationale finit par conduire à deux types de réaction sous l'effet de l'intégration des marchés : le protectionnisme commercial et financier d'une part, le développement de l'Etat providence de l'autre. Il en va de notre mondialisation comme du changement climatique : l'accumulation des inégalités dans la période contemporaine a fait monter le degré de « globalophobie » tellement haut que les Etats-nations sont désormais au pied du mur. Il leur faut s'adapter à un monde qui pourrait être prochainement plus fermé. Il leur faut inventer les institutions qui permettraient de réduire le degré d'inégalités générées par le développement économique.